



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

## La réforme de l'OETH

Question écrite n° 16324

### Texte de la question

Mme Nicole Dubré-Chirat attire l'attention de Mme la ministre du travail sur les conséquences que peut entraîner la disposition de l'article 40 de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel. Cette disposition prévoit entre d'autres que le recours aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT), entreprises adaptées (EA) et travailleurs indépendants en situation de handicap (TIH) ne sera plus valorisé comme modalité d'acquittement partiel de l'obligation d'emploi, dont le plancher est dorénavant fixé à 6 %, mais comme déduction venant minorer le montant de la contribution due par l'employeur afin de favoriser l'emploi direct. Mme la députée salue l'avancée de ce texte visant à simplifier l'embauche de travailleurs en situation de handicap notamment par l'expérimentation de recours à l'intérim spécifiquement dédié à l'emploi de travailleurs en situation de handicap, ou encore la possibilité de faciliter le recours au télétravail pour ces derniers. Néanmoins, à l'heure de la rédaction des décrets d'application de la loi, des inquiétudes demeurent pour les 250 000 travailleurs en situation de handicap ayant eu accès à l'emploi *via* des contrats de sous-traitance passés par les ESAT, EA et TIH qui ne sont plus comptabilisés dans le quota de 6 % des obligations d'emploi des travailleurs handicapés (OETH). Les ESAT, EA et TIH sont nécessaires à l'insertion professionnelle de certains travailleurs en situation de handicap qui sont parfois très éloignés de l'accès à l'emploi ou qui ne peuvent l'effectuer de façon permanente. Ils jouent ainsi un rôle essentiel dans leur insertion. Ainsi, elle souhaiterait savoir comment elle compte garantir la neutralité financière et l'effectivité des ESAT, EA et TIH dont les activités semblent être impactées négativement par la réforme de l'OETH qui pourtant améliore le travail des personnes en situation de handicap.

### Texte de la réponse

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » réforme l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés. Elle intervient trente ans après la création de cette obligation pour les entreprises par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés. Le taux d'emploi direct dans le secteur privé est de 3,4 %, pour une cible à 6%, et il ne progresse que de 0,1% par an. Si cette réforme vise à augmenter le taux d'emploi des travailleurs handicapés en entreprise, elle n'a pas pour objectif d'opposer emploi direct et emploi indirect car les achats de biens et services auprès des entreprises adaptées, des établissements spécialisés d'aide par le travail et des travailleurs indépendants handicapés (contrats de sous-traitance) restent valorisés. La loi du 5 septembre 2018 change seulement les modalités de prise en compte de ces achats. Les modalités actuelles d'acquittement des contrats de sous-traitance sont remplacées par une nouvelle valorisation. Les contrats de sous-traitance seront toujours pris en compte mais sous forme de déduction à la contribution des entreprises. Lors de la phase de concertation avec les partenaires sociaux et les représentants des associations, l'Etat s'est engagé à ce que ce nouveau mode de valorisation s'inscrive dans un principe de neutralité afin de garantir un effet incitatif de la sous-traitance pour les entreprises. Les modalités de calcul seront définies par décret avec un objectif de neutralité financière par rapport à aujourd'hui. Les activités des établissements d'aide par le travail (ESAT), des entreprises adaptées (EA) et des travailleurs indépendants en situation de handicap (TIH) ne seront donc pas impactées par ce

nouveau mode de calcul. Le Gouvernement soutient pleinement le rôle joué par les entreprises adaptées et les établissements et service d'aide par le travail (ESAT) dans l'insertion des travailleurs handicapés. Dans ce cadre, Muriel Pénicaud, ministre du Travail et Sophie Cluzel, secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargée des Personnes handicapées, ont signé un engagement national avec l'Union nationale des entreprises adaptées (UNEA), APF handicap et l'Union nationale des associations de parents, de personnes handicapées mentales, et de leurs amis (UNAPEI). Les signataires se sont engagés à créer 40 000 emplois supplémentaires en entreprises adaptées pour les personnes en situation de handicap d'ici 2022. A cet effet, l'Etat s'est engagé à accompagner cet objectif par un effort budgétaire. Les différentes aides publiques seront portées à 500 millions d'euros par an d'ici 2022. Parallèlement, le Gouvernement a prévu différentes mesures pour accompagner les entreprises dans cette réforme de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés. Tout d'abord, la loi valorise toutes les formes d'emploi des travailleurs handicapés (stages, période de mise en situation professionnelle, intérim). Ces formes d'emploi pourront être comptabilisées dans le taux d'emploi direct des entreprises. Par ailleurs, le Gouvernement a lancé en juillet 2018 une concertation visant à rénover et mettre en cohérence l'offre de services aux entreprises au bénéfice de l'emploi des travailleurs en situation de handicap.

## Données clés

**Auteur :** [Mme Nicole Dubré-Chirat](#)

**Circonscription :** Maine-et-Loire (6<sup>e</sup> circonscription) - La République en Marche

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 16324

**Rubrique :** Personnes handicapées

**Ministère interrogé :** [Travail](#)

**Ministère attributaire :** [Travail](#)

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [29 janvier 2019](#), page 830

**Réponse publiée au JO le :** [5 février 2019](#), page 1197